

dangereuse, car un cambriolage du domicile du publiciste fit disparaître certains dossiers concernant la Régence (*Bataille* du 14 décembre 1911 et toute la presse de gauche de Paris).

La conjoncture politique des années 1910-1912 explique sans doute le durcissement que manifesta le pouvoir. Les scandales tunisiens coïncidaient avec un profond mécontentement de la population européenne et surtout avec les premières grandes manifestations tunisiennes, les émeutes du Djellaz en novembre 1911 et le boycottage de la Compagnie des tramways en 1912.

L'article unique du décret beylical du 13 novembre 1911 donnait à l'autorité militaire le droit de suspendre toute publication jugée dangereuse pour la paix publique. Les excitations de la presse italienne et arabe à propos de la guerre de Libye et du Djellaz justifiaient sans doute l'arrêté du 18 novembre 1911, qui interdit la vente et l'affichage des publications illustrées et des cartes représentant les combats, mais certainement pas les mesures dont fut victime la presse démocratique qui tentait de rapprocher les diverses communautés.

Le 14 novembre, les journalistes étaient convoqués pour entendre les avertissements du Général Pistor, Commandant la Division d'Occupation, qui les invitait à une auto-censure rigoureuse. La presse de langue arabe fut traitée avec moins de ménagements et fut purement et simplement interdite par le décret du 8 novembre 1911. Peu après, le 13 mars 1912, les principaux Jeunes-Tunisiens étaient arrêtés ou internés dans le Sud. L'application de l'état de siège le 9 septembre 1913 — il devait durer jusqu'au 29 mars 1921 — achevait le démantèlement de toutes les libertés publiques.

La multiplication des poursuites contre les journaux et les journalistes trahit la volonté d'en finir avec toute opposition affirmée et peut être avec toute presse indépendante. Vittorio Berolsheimer, directeur de *La Mimiera* depuis 1910 est condamné sous le prétexte de port d'armes puis expulsé le 3 décembre 1911. La mesure semble avoir été demandée par le Consul Général d'Italie. Ancien secrétaire de la Chambre de commerce italienne de Tunis, représentant d'une société minière, Berolsheimer n'avait rien d'un boute-feu. Son hostilité contre le représentant du gouvernement romain et certains clans bourgeois italiens reposait sur des rivalités plus personnelles que politiques. Sans doute, et ce fut souvent le cas, se posa-t-il en défenseur des ouvriers pour trouver une clientèle et des aliments à ses campagnes. La rigueur même de la sanction en révèle les véritables motifs et montre l'échange de bons procédés entre la Résidence et le Consulat, malgré leurs relations difficiles.

Christian Dominguez encourut tout particulièrement les foudres du pouvoir. Arrivé en août 1911 à Tunis, après certains déboires financiers à Rennes, il cumula les activités d'avocat et de journaliste. Directeur politique du *Phare* (30), il obtint le 2 février 1912 l'autorisation d'en publier une édition

(30) Sous titre : Réformes-Progress, n° 1 le jeudi 28 septembre 1911. Le rédacteur en chef : Raoul Fargeon, publiciste tunisien, avait collaboré au *Journal de Tunis*, au *Courrier de Tunisie* et deviendra rédacteur de *La Petite Tunisie Socialiste* et du *Trait d'Union*. Le *Journal*, de 4 pages, parut « environ trois fois par semaine ».

arabe. Celle-ci fut supprimée par l'arrêté du 29 mars 1912, à la suite de deux articles du 28 mars critiquant la procédure suivie par le Ministère Public dans le procès des accusés du Djellaz et la répression entreprise contre le boycottage. Malgré une démarche d'Albin Rozet, la mesure fut maintenue (31). Poursuivi par le Tribunal de Tunis qu'il avait mis en cause et acquitté, il fut cependant radié du tableau des avocats par mesure disciplinaire. L'affaire fit grand bruit, car c'était affirmer sans fard la dépendance de la justice à l'égard du gouvernement et la volonté de soumettre le barreau. Toutes les tendances de la presse d'opinion protestèrent sans résultat. La gauche et la droite se sentaient également menacées : *La Tunisie Française* craignit un moment d'être suspendue et de La Charrière, jugé pour ses articles dans le *Journal de Tunis* où il dénonçait la responsabilité du gouvernement dans les incidents de 1911, put se présenter comme « la seule victime de la répression du Djellaz ».

Les journaux socialistes ne purent pas échapper aux rigueurs du pouvoir.

La Semaine fut la première à succomber, avant même 1911. Après le départ de Colrat, Rouest se montra plus que téméraire. Mal supporté tant qu'il s'en était pris en français au gouvernement, il fournit lui-même le prétexte nécessaire à des poursuites judiciaires en dénonçant dans deux articles d'une ironie mordante l'attitude du souverain à l'égard de ses épouses (*Semaine* du 19 septembre 1910) et son goût pour les exécutions capitales. C'était tomber sous le coup du décret beylical du 2 janvier 1904 qui sanctionnait les « attaques contre Son Altesse le Bey ». En appel, la Cour d'Alger le condamna par défaut à quatre mois de prison en janvier 1911, puis à deux mois le 30 novembre. Son pourvoi fut rejeté par la Cour de Cassation le 16 mars 1912. *La Semaine* disparut donc, malgré la vigoureuse campagne de Jacques Dhur dans *Le Journal* et les protestations de la presse de Tunis (32).

Contre *La Bataille*, qui disposait de l'appui vigilant de Vigné d'Octon et de la presse démocratique de Paris et qui sut montrer une certaine prudence, car le journal paraît avec des blancs volontaires le 16 novembre 1911, la méthode fut plus habile. Bien qu'il ait annoncé plusieurs fois sa suspension (en novembre et décembre 1911), le journal y échappa, mais ce fut pour disparaître sous le coup d'amendes répétées et des dommages-intérêts dus à Lecore-Carpentier. S'étant fixé pour tâche principale le harponnage des requins coloniaux qui avaient pu se soustraire à l'auteur de *La Sueur du Burnous*, *La Bataille* avait choisi comme cible de prédilection le directeur de *La Dépêche Tunisienne*. Homme d'affaires et journaliste offi-

(31) Archives du ministère des Affaires étrangères, Paris, Tunisie, Affaires politiques, dossier 34, documents des 4 et 22 mai 1912. Archives du Gouvernement Tunisien, série E, 531, 179, dossier *El Manar*.

(32) Archives du ministère des Affaires étrangères, Paris, Tunisie, série Justice, XII-221, en particulier le document du 18 octobre 1911 et Affaires politiques, n° 31.

cieux, le « prince de Korbous » était une puissance (33). La lutte fut longue et acharnée, et Lecore assigna cinq fois *La Bataille* (34).

Le journal fut condamné à deux mois d'intervalle à 1 316 F d'amende et 6 500 F de dommages et intérêts. Contraint de payer ou de suspendre sa publication avant le jugement d'appel en vertu du décret sur la presse en 1904, il ne trouva pas la somme et dut disparaître. L'administration fut-elle le *deus ex machina* de cette exécution sans élégance, ou Lecore agit-il de sa propre initiative ? Il est impossible de le savoir, mais il est évident que la Résidence et les grands intérêts privés étaient ainsi débarrassés de leur censeur le plus audacieux.

Le *Socialiste* ne devait guère survivre à *La Bataille* que quelques semaines.

« Non, vous ne pourrez laisser mourir ce journal, car c'est un peu de votre âme, ô mes frères vaincus, qui s'en irait avec lui » avertissait Vigné d'Octon dans *La Bataille* (15 février 1916). La prophétie prend toute sa valeur quand elle est confirmée par la chute brutale du mouvement ouvrier. En janvier 1912, *La Voix des Cheminots*, le plus solide des organes syndicaux, disparaissait, et le nombre des grèves tombait à son niveau le plus bas depuis 1904. Les élections de la même année assuraient une victoire de la droite et des candidats arabophobes. Le socialiste Serressèque, qui avait obtenu 572 voix en 1907 ne fut difficilement réélu qu'avec 235 voix au premier tour et 490 au deuxième. L'autre candidat S.F.I.O., élu dans le troisième collège, le Docteur Cattani n'obtint guère plus de 600 voix contre plus de 1 000 à de La Charrière. Le socialisme n'influençait donc que 7,8 % des Français de Tunis, et bien moins dans le reste du pays. Les fonctionnaires, les cheminots et les ouvriers français avaient, dans leur grande majorité, obéi au réflexe conservateur en face des revendications tunisiennes.

C'est donc sur un échec que s'achève la première phase de l'histoire de l'extrême-gauche en Tunisie. La guerre mondiale devait prolonger jusqu'en 1919 l'assoupissement des luttes syndicales et politiques.

Claude LIAUZU *

(33) Sa réussite date de la création de la *Dépêche Tunisienne* le 25 décembre 1889 sous le consulat de Massicault, cf. : CANAL (Albert). — *La littérature et la presse tunisiennes de l'occupation à 1900*. Paris, La Renaissance du Livre, s.d., 380 p., pp. 170-187. Elu à la Conférence Consultative; par conviction et par intérêt, il s'affirma républicain modéré et laïque surtout à partir de 1903 et sut utiliser sa position pour bâtir sa fortune. Il était en 1912 Président de la Compagnie des Eaux Thermales et du Domaine de Korbous, de la Société des Eaux Naturelles d'Aïn Garci, administrateur de la Société de l'Imprimerie Rapide.

(34) Voir *La Bataille contre Lecore-Carpentier*, mémoire pour la Défense dans les cinq procès intentés par Lecore-Carpentier à Tunis, 1912, 8°, 61 p. Imprimerie Commerciale.

* Assistant à la Faculté des Lettres de Tunis.

ANNEXE

*Journaux démocratiques cités**Le Courrier Tunisien.*

Quotidien du soir. Républicain radical. Organe de défense des libertés françaises en Tunisie.

Rédaction et administration : 2, rue d'Italie, Tunis.

Directeur politique : Auguste Destrées.

Le numéro : 5 centimes; abonnement : 20 F par an.

Nombre de pages : 4.

Numéro 1 : 26 février 1905.

En janvier 1906, devient *le Courrier de Tunisie* (même sous-titre), puis en 1907, s'intitule *le Courrier de Tunisie et de l'Afrique du Nord. Quotidien du soir Républicain-Socialiste, organe de défense des libertés françaises en Afrique*, jusqu'en 1910. Puis, *le Courrier de Tunisie et de l'Afrique française. Grand quotidien Républicain-Socialiste, organe de défense des libertés françaises en Afrique*. Le 1^{er} octobre 1919, il porte le titre de *Le Courrier de Tunisie, laïque démocrate et social. Organe de vulgarisation et des réformes françaises en Afrique*.

C'est le grand journal démocratique en Tunisie par sa durée, par l'importance des journalistes qui y collaborent (Cattan Albert, Duran-Angliviel), par la variété des tendances qui ont pu s'y exprimer, par l'originalité de la politique « indigène » qu'il propose.

Le Républicain.

Organe radical-socialiste. Hebdomadaire paraissant le mercredi.

Rédaction et administration : 6, rue d'Italie, Tunis.

Directeur-fondateur : Paul Lambert.

Imprimerie commerciale, 2, rue Malta Srira, Tunis.

Le numéro : 5 centimes; abonnement : 5 F par an.

Nombre de pages : 4.

Numéro 1 : 8 novembre 1903.

En 1912, devient *Le Républicain*, organe radical, socialiste, amicaliste, syndicaliste. Cesse de paraître en 1914. Albert Cattan y collabore. En 1906, le journal sera représenté au Congrès Républicain, Radical et Socialiste qui a lieu à Bizerte.

La Tribune Franco-Arabe.

Hebdomadaire, « Pour la France ! Pour l'Islam ! », journal arabophile de l'Afrique du Nord. Organe républicain-socialiste.

Directeur, rédacteur en chef, gérant : Pierre Lamolinerie.

Le numéro : 10 centimes; abonnement : 10 F par an.

Nombre de pages : 4.

Numéro 1 : 1^{er} septembre 1907. La collection de la B.N. comprend 40 numéros (6 octobre 1909, dernier numéro).

Le journal est bilingue, 2 pages sont rédigées en français, 2 en arabe. Anticlérical, anticolonialiste, anticapitaliste, antimilitariste, le journal prend la défense des indigènes et réclame pour eux le droit à l'instruction. Interdit en Algérie dès le mois d'octobre 1907 (Arch. Gén., E 531, dossier 102). L'insuffisance de ses moyens financiers le condamne à disparaître.

Le Libertaire.

Communiste, syndicaliste, internationaliste (en Italien et en Français). Sa parution est annoncée le 14 juillet 1908 par le *Courrier de Tunisie* du 1^{er} juillet 1908. Gérant : A. Boisson. N'a pu être retrouvé.

La Semaine.

Journal socialiste, organe de défense de la démocratie tunisienne.

Directeur : Raymond Colrat; administrateur-gérant : L. Rouest.

Tunis, Imprimerie Nouvelle.

Le numéro : 10 centimes; abonnement : 8 F par an.

Nombre de pages : 4.

Numéro 1 : samedi 23 janvier 1909.

Journal de tendance hervériste, prend la défense des ouvriers, lutte contre le régime « autocratique ». Il se veut le journal des « petits » mais aussi des commerçants et des industriels. *La Semaine* mènera de violentes campagnes à propos du problème de la spoliation des terres. C'est son édition arabe, faite sous la forme de brochures, qui entraînera sa disparition : en effet Rouest sera condamné pour injure au Bey le 15 septembre 1910 et le journal cessera de paraître.

La Bataille.

Journal hebdomadaire, paraissant tous les jeudis.

Administration et rédaction : 42, avenue Jules-Ferry puis 6, rue de Suède, Tunis.

Directeur politique : Paul Vigné d'Octon; gérant : Emilio Massari.

Imprimerie Commerciale, Tunis.

Le numéro : 10 centimes; abonnement : 5 F par an.

Nombre de pages : 4.

Numéro 1 : du 9 au 15 février 1911. La B.N. possède 42 numéros jusqu'au 16 mars 1912.

Ce journal a été fondé par P. Vigné d'Octon à la suite de son enquête sur l'Afrique du Nord et la publication d'une partie de son rapport dans *La Sœur du Burnous*, éditions de la Guerre Sociale, Paris, 1911, 381 p. Il se présente comme un journal d'extrême gauche. Après une existence mouvementée (5 procès contre Lecore-Carpentier), *La Bataille* disparaît le 16 mars 1912.

Le Socialiste.

Organe officiel de la Fédération socialiste de Tunisie (S.F.I.O.). Bi-mensuel.

Administration et rédaction : 6, rue de la Commission, Tunis.

Imprimerie Commerciale.

Le numéro : 10 centimes; abonnement : 1,50 F.

Nombre de pages : 4.

Numéro 1 : 18 mars 1911. La B.N. possède la collection jusqu'au 8 août 1913.

Le n° 33 (du 4 au 11 mai 1912) porte : directeur politique désigné par la Fédération : A. Cattan.

De tendance modérée, il exprime l'opinion de ce que l'on peut appeler le « socialisme colonial ». Au cours des émeutes du Djellaz, il approuve la répression et rejette la responsabilité des événements sur la bourgeoisie tunisienne. Il est favorable à l'annexion.

Autres journaux cités

La Dépêche Tunisienne.

Quotidien du matin.

Rédaction et administration : 11, rue de Constantine, puis 2, avenue de France.

Directeur-fondateur : Emile Lecore-Carpentier.

Imprimerie rapide, Tunis.

Le numéro : 5 centimes; abonnement : 20 F par an.

Nombre de pages : 4, 6 ou 8.

Numéro 1 : 25 décembre 1889.

Le journal fut fondé sur l'initiative du Résident Général Massicault et prit la suite du *Petit Tunisien*. Ses principes sont résumés dans une phrase prononcée par Massicault : « Faites-moi un journal tel que les Français, les étrangers, les Arabes et les Juifs, les Francs-Maçons et les Catholiques n'éprouvent en l'ouvrant aucun frisson, un journal amorphe qui ne blesse les convictions de personne et tout le monde le lira ». La ligne de *La Dépêche Tunisienne* varia en fait selon les périodes. Elle eut en effet comme collaborateurs des hommes très différents : francs-maçons comme Arthur de Fonvieille, hommes de droite comme Tridon, radicaux comme Paul Lafitte, libéraux comme Duran-Anglivièl. Sa grande rivale fut *la Tunisie Française*, dirigée par de Carnières; elle remporta une victoire sur cette dernière en devenant l'unique quotidien du matin. Ce fut le plus important des quotidiens, son tirage atteint 30 000 exemplaires, elle disparaît en 1961.

Le Libéral de Tunis.

Organe indépendant, paraissant tous les dimanches. Fondé en 1905 par R. Bouyac. Devient en 1906, *Le Progrès de Tunis*, journal hebdomadaire des intérêts franco-tunisiens (édition française), publié avec une édition arabe (20 décembre 1906).

Rédaction et administration : 15, rue Es Sadikia, Tunis.

Directeur : René Bouyac.

Imprimerie Nouvelle, 11, rue Al Djezira, Tunis.

Le numéro : 5 centimes; abonnement : 10 F par an.

Nombre de pages : 4.

Plusieurs interruptions, en 1909 (7 mars), la mention : édition arabe disparaît. Très modéré, est hostile aux « Jeunes Tunisiens ». S'interrompt en septembre 1914 pour reparaitre après la guerre le 1^{er} octobre 1919. A cette date, il tire à 400 exemplaires. Cesse de paraître en décembre.

L'Avenir.

Journal hebdomadaire.

Rédaction et administration : 9, avenue de Carthage.

Directeurs : Pierre Gilly, Armand Ravelet, puis Jules Marie.

Abonnement : 6 F par an.

Nombre de pages : 4.

Numéro 1 : 26 janvier 1908.

Il a pour but la défense des intérêts religieux des catholiques en Tunisie.

Le Journal de Tunis.

Politique, littéraire, artistique et social.

Paraît tous les jeudis à 4 ou 6 pages.

Bureaux : 6, rue d'Oran, Tunis.

Directeur administratif : Alfred Arnold.

Secrétaire de la rédaction : R. Fargeon.

Le numéro : 5 centimes; abonnement : 5 F par an.

Paraît en 1909. Se présente comme une tribune ouverte à toutes les manifestations de la Pensée et comme franchement républicain. Raoul Fargeon démissionne le 13 avril 1911, *Le Journal de Tunis* évolue vers l'extrême-droite et c'est P. de la Charrière qui en devient le directeur le 26 novembre 1911. Le journal s'intitule alors : républicain, indépendant, politique et littéraire. Lors des émeutes du Djellaz, il titrait : « Journées rouges. Assassins à genoux pour l'expiation ! », accusant le gouvernement du Protectorat et demandant une sévère répression.

Le Libéral.

Journal quotidien, socialiste indépendant.

Rédaction et administration : 65, rue de Naples, Tunis.

Directeur : O. Rutily.

Rédacteur en chef : René Bouyac.

Imprimerie Modèle, 55, rue des Maltais, Tunis.

Le numéro : 5 centimes; abonnement : 15 F par an.

Nombre de pages : 4.

Paraît en 1910, les Archives Générales à Tunis possèdent la collection du 1^{er} avril 1911 au 25 juin 1913, avec une interruption en 1912. Le 10 janvier 1913, le journal reparait comme hebdomadaire, imprimé en France, il s'intitule *Le Libéral Nord Africain*. Journal politique, économique et littéraire. Le 10 avril 1913, Georges Candas en devient le rédacteur en chef.

Plus indépendant que socialiste, bien qu'il s'attaque aux scandales tunisiens et réclame un régime démocratique pour les Français en Tunisie. Se dit ni arabophile, ni arabophobe, mais réclame cependant une répression accrue après Djellaz. Disparaît le 16 janvier 1926.

Le Libre Penseur (Il Libero Pensatore).

Organe mensuel de la Fédération des groupes de la Libre Pensée de Tunis.

Rédaction et administration : 6, rue de la Commission, Tunis.

Administrateur : Jules Imer.

Imprimerie Commerciale Rombi et Cie.

Le numéro : 10 centimes, abonnement : 1,50 F par an.

Fondé en avril 1911.